

Éducation et développement au Burkina Faso

Madeleine KONKOBO/KABORE*

Résumé

Le Burkina Faso connaît une relative pauvreté économique et une forte croissance démographique. Son indice de Développement Humain (IDH), caractéristique d'un faible niveau de développement selon la perception occidentale est aussi très faible (0,388 en 2013). S'inscrire donc dans la perspective d'un développement humain durable pour ce pays impose l'adoption de mesures fortes de développement des secteurs de base en l'occurrence l'éducation. Il faudra réadapter le système éducatif dans son ensemble aux réalités culturelles et linguistiques afin de pouvoir former de nouveaux citoyens utiles au développement du Burkina Faso.

Mots-clés : Burkina Faso, éducation, développement, formation, production.

Education and development in Burkina Faso

Abstract

Burkina Faso is characterized by relative poverty and high population growth. Its Human Development Index (HDI), characteristic of a low level of development according to occidental vision is also very low (0,305 in 2010). Register so in the context of sustainable human development for the country, requires the adoption of strong measures to develop its core sectors namely education, it will rehabilitate the education system as a whole to the cultural and language realities in order to train new and useful citizens to the development of Burkina.

Keywords: Burkina Faso, education, development, training, production.

* Département Science de l'Éducation, INSS/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso, Mail kmado64@yahoo.fr

Introduction

Classé aux derniers rangs des pays les plus pauvres de la planète, le Burkina Faso fait partie des pays les moins avancés avec un produit intérieur brut par habitant estimé à 4,9 dollars par an en 2011. Le pays occupe le 181^e rang sur 187 avec un indice de développement humain de 0.388 (PNUD, 2014)¹. Avec des ressources naturelles très limitées, le pays à l'image de certains pays asiatiques comme le Japon et la Corée, doit se tourner vers ses ressources humaines pour s'assurer un développement harmonieux et durable. C'est dans cette optique que le pays a entrepris à l'instar d'autres pays africains, au cours des dix dernières années, d'énormes efforts en faveur de l'éducation de base de sa population et ce, en vue de l'amélioration quantitative et qualitative du système éducatif, (PDDEB, PDSEB). Beaucoup d'efforts restent à déployer pour faire de l'éducation un véritable outil de développement. C'est sous cet angle que nous nous posons les questions suivantes : quel lien existe-t-il entre éducation et développement et de quelle manière, l'éducation peut-elle être un véritable facteur de développement dans le contexte du Burkina Faso ?

I. Cadre conceptuel

I.1 Education

« L'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mures pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui et la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné ».

« Le mot « éducation » a été parfois employé dans un sens très étendu pour désigner l'ensemble des influences que la nature ou les autres hommes peuvent exercer soit sur notre intelligence, soit sur notre volonté. Elle comprend, dit Stuart Mill, « tout ce que nous faisons par nous-mêmes et tout ce que les autres font pour nous dans le but de nous rapprocher de la perfection de notre nature. Dans son acception la plus large, elle comprend même les effets indirects produits sur le caractère et sur les facultés de l'homme par des choses dont le but est tout différent : par les lois, par les formes du gouvernement, les arts industriels, et même encore par des faits physiques, indépendants de la volonté de l'homme, tels que le climat, le sol et la position locale » (DURKHEIM, 1922 : 3).

Dewey (1995), lui définit l'éducation comme besoin biologique et fonction sociale et décrit l'éducation comme le processus par lequel, les groupes sociaux maintiennent la continuité de leur existence : l'éducation est le renouvellement des significations de l'expérience par un processus de transmission, en partie accidentel et résultant des

1 Etat des lieux de l'éducation inclusive au Burkina Faso –Unicef, 2013

relations ordinaires des adultes et des jeunes et en partie délibéré et institué pour créer une continuité sociale. Ce processus implique contrôle et croissance à la fois de l'individu qui n'est pas encore parvenu à maturité et du groupe dans lequel il vit.

I.2. Développement

Guy ROCHER définit le développement comme « toute transformation observable dans le temps, qui affecte d'une manière qui ne soit pas provisoire ou éphémère la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de son histoire » (1968 : 22). Différentes selon les contextes, les approches et la dimension choisie, on peut penser à une pluralité de développement : le développement scientifique, le développement culturel, économique, social et politique.

Le terme de développement, utilisé dans les sciences humaines, désigne l'amélioration des conditions et de la qualité de vie d'une population, et renvoie à l'organisation sociale servant de cadre à la production du bien-être (<http://www.hypergeo.eu/spip.php?article511>, consulté en janvier 2015).

I.3. Développement humain

Les insuffisances de l'approche du développement sous l'angle quantitatif ont entraîné la naissance du concept de développement durable proposé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le PNUD définit le développement humain comme « le processus qui élargit les possibilités offertes aux individus de : vivre longtemps et en bonne santé, être instruit et de disposer de ressources permettant un niveau de vie convenable ; s'y ajoute la liberté politique, la jouissance des droits de l'homme et le respect de soi » (MESSRS, 2000 : 7).

Il s'agit d'un concept très large qui englobe non seulement le développement social conventionnel dans des domaines comme la santé et l'éducation, mais également l'égalité entre les hommes et les femmes, l'enfance et la jeunesse, l'emploi et la diversité culturelle. Ce concept large se retrouve dans la définition des objectifs du Millénaire pour le développement adoptés par la communauté internationale lors du sommet de l'ONU en 2000 (<http://goo.gl/WsQ3OW>, consulté en ligne le 5-01-2015).

I.4. Développement durable

Concept né à partir d'évènements précis tels que la stratégie mondiale de la nature (1980), le rapport Brundtland (1987) et la déclaration de Rio (1992), le développement durable se définit comme la nécessité de « répondre aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (BELEM, 2006 : 10). Le développement durable est donc un mode de développement économique cherchant à concilier le progrès économique et social et la préservation de l'environnement, considérant ce dernier comme un patrimoine à transmettre aux générations à venir.

Gisèle BELEM (2006) affirme que sous l'impulsion de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), une autre conception du développement durable adopte une approche tripolaire avec cette fois-ci, reconnaît d'une part l'autonomie des dimensions sociales, écologiques et économiques et vise d'autre part à émanciper les sphères sociales et écologiques de l'économie, tout en mettant l'accent sur les besoins fondamentaux et l'équité. Selon cette perspective, les principes sur lesquels repose la notion de développement durable sont donc l'équité sociale, l'efficacité économique et l'intégrité écologique.

II. Brève histoire de l'éducation au développement

L'éducation au développement a une histoire qui est intimement liée à l'évolution des théories sur le développement. C'est autour de la période de l'après-guerre (1945-1946) que sont apparus les concepts de sous-développement et de tiers-monde. Le développement était défini comme étant pour l'essentiel un problème de modernisation. Les pays pauvres sont vus comme des pays en retard par rapport à l'occident. L'avenir de l'humanité est vu comme une ligne ascendante guidée par la notion de progrès.

Vers les années 60, le sens et les pratiques de l'Education au Développement se tournèrent vers la lutte pour la libération nationale. Le développement est devenu comme un processus de libération nationale contre l'emprise impérialiste des pays développés.

Vers les années 70, la notion de mal développement fait son apparition. On défend l'importance de la participation des populations dans la définition de leurs propres développements. C'est à cette période que se généralise le terme de l'Education au Développement.

Dans les années 80, le développement humain ne se résume plus par des indicateurs économiques mais plutôt par son impact réel sur la vie des personnes. L'Education au Développement adopte et approfondit de nouvelles thématiques telles que : les problèmes de l'environnement, la crise de la dette, l'armement et les conflits, la croissance des flux migratoires, la crise alimentaire, la situation de enfants et des femmes.

Aujourd'hui, l'Education au Développement est au cœur de cette lutte pour le changement. L'Education au Développement est une éducation dynamique, ouverte à la participation active et créatrice, orientée vers le changement. L'Education au développement, en un mot, est celle qui permet à l'Ecole de pouvoir changer de paradigme afin d'être une école utile, une école pour le développement.

II.1. Analyse de la situation du développement du Burkina Faso

II.1.1. Situation économique

On remarque comme changement majeur, le développement du secteur privé² et celui des mines. Ils contribuent grandement dans les progrès réalisés par l'économie nationale accompagnent l'Etat qui a des moyens très limités. Aussi, des investisseurs étrangers n'hésitent-ils pas à investir au Burkina Faso, surtout dans le secteur des mines, qui est devenu le domaine de prédilection de la majorité des burkinabè. Les sociétés minières sont implantées un peu partout au Burkina Faso. Sur les sites miniers, il y a le développement de nombreuses activités, et chacun y trouve son compte. Cela développe l'économie du Burkina Faso et contribue à lutter un temps soit peu contre le chômage. Selon le Ministère de l'Economie et des Finances, l'or est placé au « 1^{er} rang de pourvoyeur de recettes d'exportation du pays devant le coton et contribue avec ses externalités pour 4 % à la formation de la valeur ajoutée nationale » (MEF, 2010 : 7).

Ces dernières années, la modernisation de l'élevage, de l'agriculture et de l'artisanat a permis à l'économie burkinabè de mieux se porter. Nous pouvons citer comme exemple la pratique des cultures de contre saison (maïs, haricot vert, tomate) qui contribue à l'autosuffisance alimentaire, la transformation des produits locaux (manioc, mangues, ...), l'élevage d'embouche, les croisements pour l'amélioration des races (vaches). « Cependant, la fragilité de l'économie et la grande vulnérabilité aux chocs exogènes, la faible productivité au niveau des productions végétale et animale, les coûts relativement élevés des facteurs de production et la tendance à la paupérisation (43,9 % d'incidence de pauvreté en 2009) indiquent que des difficultés demeurent ». (MEF, 2010 : I). Par ailleurs, il faut reconnaître que les industries culturelles contribuent à accroître le produit intérieur brut (PIB).

Selon une enquête de l'INSD, en 2009, les industries culturelles ont produit 79 milliards et plus de 164 000 personnes dont 43 % de femmes et 53 % d'hommes ont obtenu de l'emploi grâce à la culture. Malheureusement, il faut noter que la majorité, soit 73 % de ces personnes travaillent dans le secteur informel.

II.1.2 Situation sociale

Au Burkina Faso, on constate qu'il y a une explosion démographique. « Au rythme de la croissance démographique de 3,1 %, le Burkina Faso enregistre en moyenne 435 000 habitants supplémentaires par an. Le pays compterait ainsi, 15 730 977 en 2010, pour atteindre 18 450 494 en 2015. Cette croissance rapide de la population génère une demande sociale élevée et engendre le risque que d'énormes ressources soient consacrées à des investissements démographiques, au détriment des investissements productifs » (MEF, 2010 : 10).

Malgré la mise en œuvre des nombreux programmes et projets de développement, on constate que cette situation entraîne le chômage et surtout la pauvreté qui affecte les conditions de vie des ménages.

² L'investissement privé a progressé de 12,7 % en moyenne ces 4 dernières années (MEF, 2010 : 7)

« Les résultats de l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages 2009/2010, font ressortir un repli de l'incidence de la pauvreté de 2,5 points de pourcentage à 2003. Ainsi, 43,9 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, estimé à 108.454 F CFA contre 46.4 % en 2003 correspondant à un seuil de 82.672 FCFA par adulte et par an » (MEFS, 2010 : 10).

La pauvreté va de plus en plus grandissante et le fossé entre les riches et les pauvres ne fait que s'agrandir témoigne le développement de la mendicité (les enfants, les handicapés, des mamans de jumeaux et même certaines personnes valides mais indigentes). Ces derniers s'adonnent à la mendicité pour pouvoir survivre.

Au niveau des jeunes c'est la désolation en raison du chômage. La fonction publique n'arrive pas à absorber grand nombre de chômeurs. Ne sachant que faire, les jeunes s'adonnent à la prostitution et à la drogue. Ainsi, les braquages à mains armées sont fréquents et le proxénétisme également. Certaines valeurs telles la solidarité, le respect, la dignité et la loyauté sont de plus en plus perdues.

Grâce à la politique sanitaire mise en place ces dernières années, on assiste à une baisse significative de la morbidité. Cependant, il faut noter que 500 000 enfants de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition. Ces enfants ne viennent pas forcément des familles pauvres, des familles dont les ressources financières sont limitées. La pauvreté est tellement criarde, pour la SCADD, « beaucoup reste à faire pour réduire le niveau de morbidité et de mortalité » (MEF, 2010 : 24).

Il faut, en outre, relever qu'en 2009, le pays a connu une forte migration avec des retours massifs des Burkinabè vivant en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, en 2013, avec la crise au Mali, de nombreux maliens se sont réfugiés sur le sol burkinabè.

De nos jours, les relations humaines s'effritent peu à peu avec le développement des nouvelles technologies, une éducation par la télévision et l'internet prend peu à peu le dessus sur l'éducation des parents. Enfin, on vit un véritable conflit de générations entre jeunes et vieux. Les jeunes n'écoutent plus, ne respectent plus et ne connaissent plus la valeur des personnes âgées. Les jeunes n'écoutent plus les conseils de leurs aînés qu'ils trouvent dépassés, « périmés » et inapplicables de nos jours où tout a évolué.

II.1.3. Situation environnementale

La SCADD précise que seulement 19 % des ménages déposent leurs ordures dans les dépotoirs publics. Les routes et les « Les dépotoirs sauvages »³ restent les endroits où les ménages se débarrassent des ordures. Cependant, il faut noter que « Cette pratique est plus courante en milieu rural (67,3 %) qu'en milieu urbain (38,6 %). Elle diminue avec le niveau d'éducation du chef de ménage : de 64,4% pour ceux qui n'ont pas reçu d'instruction, son incidence se réduit à 20 % pour ceux qui ont un niveau d'éducation supérieure. » (MEF, 2010 : 28).

³ Terme utilisé par la SCAAD : 28

Le Burkina Faso connaît également une dégradation des terres et une dégradation des ressources en eau. Malheureusement, « 34 % du territoire soit 9 234 500 ha des terres de production sont dégradées par des causes anthropiques (agricultures, élevages, terres, bois, énergies...) et climatiques, avec une progression de la dégradation des terres estimée chaque année, à 105 000-250 000 ha » (MEF, 2010: 36).

Depuis un certain nombre d'années, le Burkina connaît aussi le phénomène de changement climatique. En effet, l'accroissement des catastrophes naturelles ces dernières années, l'effet de serre, les inondations, témoignent de ce changement climatique.

II.1.4. Situation politique

Le Burkina Faso est activement en marche dans sa politique de décentralisation. Cependant, il faut reconnaître qu'aujourd'hui au Burkina, le transfert des compétences au niveau des collectivités territoriales connaît quelques difficultés. En effet, « les collectivités territoriales qui ont l'obligation d'élaborer leur plan de développement dans le respect des politiques nationales, n'ont pas tous les moyens pour le faire et les compétences pour instruire de tels processus. Toutes les communes connaissent des problèmes de ressources humaines en quantité et en qualité » (MEF, 2010 : 29).

Pour lutter contre la corruption sur le plan national, le gouvernement a mis un certain nombre de dispositifs en place. Malgré cela, la corruption demeure toujours une réalité au Burkina et est entrain de prendre de l'ampleur. Il est vraiment difficile qu'un pays pauvre comme le Burkina se développe avec des personnels qualifiés corrompus. C'est dans ce sens que la SCADD, précise qu'en : « ce qui concerne la lutte contre la corruption, il y a des difficultés d'application des textes, la faiblesse dans le suivi des recommandations des corps de contrôle, les faiblesses dans l'application des sanctions, l'insuffisance du contrôle interne, l'insuffisance de la couverture du champ de compétence et du territoire par les corps de contrôle. » (MEF, 2010 : 43).

III. Cadre général de référence pour un développement par l'éducation

Que serait une nation sans éducation ? En tout cas pour Joseph Ki-Zerbo, une nation sans Education est une Nation qui périt. L'éducation est sans doute un facteur de développement et son importance apparaît au niveau social, économique et politique. La plupart des études économiques montrent que le niveau d'éducation a une influence positive sur le revenu :

- au niveau individuel : plus un individu a un diplôme reconnu, plus la probabilité qu'il soit au chômage diminue, et plus le revenu moyen qu'il gagnera, sera élevé ;
- au niveau collectif, des études de l'OCDE ont montré que l'efficacité du système éducatif (adéquation des formations aux besoins économiques, etc.) avait un effet positif sur le revenu par habitant. Le nombre d'années d'éducation a également un effet positif.

Ces effets se vérifient à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement, où les rendements de l'éducation sont encore plus importants. A travers le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD, on se rend en effet compte que les pays à taux de scolarisation faible sont aussi les pays pauvres. En 1980, la Banque mondiale souligne que la lutte contre la pauvreté passe par la valorisation des ressources humaines, ce qui implique notamment de mettre l'accent sur l'éducation et la formation des jeunes et des adultes. Mais c'est le PNUD qui en 1990, crée un évènement de portée mondiale en prenant pour référence du progrès des nations, l'Indice de développement humain (IDH), calculé non plus seulement sur la base de la richesse du pays comme le faisait le produit Nation Brut (PNB), mais aussi sur l'espérance de vie et sur une mesure des conditions globales de l'éducation : degré d'alphabétisation, et durée moyenne de la scolarité. L'accès au système éducatif est dès lors un facteur déterminant du développement humain. Le Burkina Faso est un pays relativement pauvre et grâce à une éducation de qualité, il peut sortir de cette pauvreté car

« l'éducation conduit à des changements à la fois économiques et sociaux et les changements sociaux affectent les résultats économiques et vice-versa. Toutefois, il faut observer une prudence dans l'appréciation de cette corrélation qui n'est pas absolue, il ya plein d'autres choses à faire. Mais un constat s'impose : dans la vie active, les jeunes gens instruits (école, alphabétisation) progressent mieux et plus rapidement que les jeunes sans instruction. On constate en effet que l'éducation (école, alphabétisation) leur donne une véritable autonomisation et une adaptabilité qu'ils ne trouvent pas, pour la majorité, dans les circuits informels. » (Des/INSS, 2010).

IV. Quelle éducation pour un développement humain durable au Burkina Faso

IV.1. Une école intégrée, moteur d'un développement durable au Burkina Faso

Le Burkina Faso a une richesse culturelle et nous l'avons précisé plus haut dans la partie consacrée à l'analyse de la situation du développement du Burkina. Malheureusement ces richesses culturelles ne sont pas suffisamment exploitées. Le développement n'est pas seulement économique, il est aussi culturel. Il est connu de tous que l'or et les minerais peuvent un jour s'épuiser alors que la culture qui est une partie de nous, ne s'épuise pas. Au contraire, elle se développe si on en prend soin. Voilà pourquoi nous sommes convaincues, du fait que l'économie d'un pays est durable quand elle s'enracine sur la culture. Les industries culturelles du Burkina contribuent beaucoup à l'accroissement du PIB au Burkina. Si le Burkina veut se développer, il y a là une urgence de valoriser le patrimoine culturelle burkinabè et cela passe par l'éducation. Il faudra adapter l'école aux réalités du milieu, autrement dit, faire de telle sorte que, comme l'a dit Ki-Zerbo, l'école devienne l'affaire de tout le village et le village l'affaire de l'école. Le village aujourd'hui

certes, a besoin des hommes et des femmes qui savent lire, écrire et compter mais, il a aussi besoin des agriculteurs et des éleveurs bien formés qui vont faire vivre le village. C'est cela l'affaire du village et rien d'autre. L'école réadaptée au besoin local va donc produire de nouveaux citoyens qui vont maîtriser le savoir scolaire et le savoir local et entraîneront le développement endogène du pays. Le vrai développement est celui qui est endogène, celui qui permet au citoyen de s'enraciner et de s'ouvrir au monde. Or l'école Burkinabè permet seulement de former des hommes ouverts au monde mais qui n'ont pas de racine. C'est ce qui emmène Ki-Zerbo à dire qu'il « faudrait aider les Etats en voie de développement, non pas en fonction d'un modèle étranger de développement de l'école ou de développement culturel, mais en fonction d'un modèle qui devrait être fixé d'une façon autonome à partir des réalités locales. D'autre part, cette coopération nécessitera de sortir de soi pour appuyer les besoins d'autrui car il n'y a pas de coopération sans une sorte de migration spirituelle vers l'autre, sans un renoncement à soi » (KI-ZERBO, 2010: 55). Axelle Kabou est allée aussi dans le même sens dans « Et si l'Afrique refusait le développement ». Elle précise que la culture permet le développement mais ce n'est pas toutes les valeurs culturelles africaines qu'il faut valoriser. Il y a certaines valeurs qu'il faut abandonner telles que l'excision, certains stéréotypes à l'endroit des filles...

Les filles dans la culture burkinabè ne sont pas traitées de la même que les garçons. C'est pourquoi l'éducation à travers le système éducatif doit créer un monde plus juste dans lequel la femme est valorisée au même pied d'égalité que l'homme. Un pays comme le Burkina qui ambitionne se développer, doit mettre un dispositif d'éducation efficace en place pour réduire les inégalités entre les sexes afin de garantir l'équité à tous les niveaux : entre ruraux et citadins, entre les riches et les pauvres et entre filles et garçons.

De même, la construction d'une éducation intégrée suppose son adaptation aux réalités culturelles et linguistiques du pays à travers l'introduction des langues maternelles dans l'enseignement dès le premier cycle du primaire. Souleymane DIOP Secrétaire Général de la CONFEMEN en 1986, mentionnait dans l'avant-propos de l'ouvrage portant sur la promotion et l'intégration des langues nationales dans les systèmes éducatifs, que la promotion des langues n'est pas un enjeu théorique. En effet, elle s'inscrit dans le cadre concret du développement des peuples et de leur combat pour la reconnaissance de leur identité.

IV.2. Education, équité et développement du Burkina Faso

En fait la notion d'équité recouvre au moins trois problématiques, l'égalité des chances entre pauvres et riches, l'égalité des chances entre ruraux et citadins et enfin l'égalité des chances entre filles et garçons. Nous sommes totalement impuissants à éradiquer cette injustice qui est que l'on ne prête qu'aux riches. Bien entendu pauvres et riches, citadins et paysans ont les mêmes droits, ont une même valeur humaine. Les chances d'aller à l'école devraient être les mêmes pour tous, mais dans aucun pays, à notre connaissance, cela ne s'est produit spontanément. Par contre

dans tous les pays qui se développent peu à peu tous les enfants, filles comme garçons, sont scolarisés. La femme scolarisée peut prétendre à un revenu substantiel qui s'ajoute au revenu du mari et donc enrichit la famille.

Le souhait de ne plus être pauvre, de s'enrichir dans les limites de la légalité est un bon moteur pour son émancipation. Le frein est souvent culturel : les femmes scolarisées sont moins portées à être soumises aux hommes et revendiquent leurs droits. Cela se constate à travers tous les pays monde entier.

La mise en œuvre efficace des OMD consiste à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La cible est d'éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire avant 2015 au plus tard. Les indicateurs qui doivent mesurer le suivi de cet objectif sont : le rapport fille/garçon dans les enseignements primaires, secondaires et supérieurs, le taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport aux hommes. Le pourcentage des femmes salariées dans le secteur non agricole ; la proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national. Il faut reconnaître qu'avec la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB) entre 2001 et 2010 et le Plan de Développement Stratégique de l'Education de Base (PDSEB) en cours d'exécution, on note une réduction considérable des inégalités au Burkina Faso mais il reste encore des progrès à faire pour donner les mêmes chances aux filles et aux garçons.

Donner les mêmes chances aux garçons et aux filles est une première étape vers l'égalité des sexes dans le monde de la production et du développement économique. « L'égalité entre les sexes requiert l'égalité de résultats entre les femmes et les hommes, même s'ils ne bénéficient pas au départ des mêmes avantages et sont soumis à des contraintes différentes. » (UNESCO,2003/2004 :118).

En 2002, le Bureau de l'UNESCO à Bangkok a participé à la mise en place d'un réseau régional « le Réseau de l'ONU pour l'égalité entre les sexes dans l'éducation en Asie » (GENIA), à la demande des Etats membres⁴. Un nouveau rapport de la Banque mondiale explique la façon dont les inégalités commencent dès la naissance, et finissent par freiner le développement d'un pays. Pour la Banque Mondiale, l'équité accompagne obligatoirement la poursuite de la prospérité à long terme et c'est pour cela que cette institution de Breton Wood affirme que : « *Investir dans l'humain, en étendant l'accès aux services de santé depuis la naissance et en ciblant ceux dont les besoins sont les plus criants en permettant à plus d'enfants de fréquenter l'école, et en établissant des filets de sécurité qui protègent les groupes particulièrement vulnérables* » (<http://www.genreenaction.net/spip.php?article3699>, consulté en ligne le 5 -01-2015).

⁴ L'objectif principal de ce réseau est de promouvoir l'égalité des sexes dans l'enseignement en termes d'accès, de performance et de sensibilisation. Pour y parvenir, ses protagonistes veulent développer des politiques d'enseignement prenant en compte les questions liées à l'égalité des sexes et bousculer les stéréotypes sociaux. Quinze pays sont membres de ce réseau et neuf pays bénéficient d'un soutien spécifique de l'UNESCO en matière de renforcement des capacités.

Au Burkina, pour que cette égalité soit une réalité, il faut mettre en place une politique d'éducation égalitaire qui consiste à lutter contre les causes de ces inégalités. Les facteurs qui consistent à perpétuer les inégalités de genres dans l'éducation sont généralement connues. Il s'agit :

- des lois, des politiques et processus de planification ;
- des contenus éducatifs et des pratiques d'enseignement ;
- de l'environnement socioculturel et économique.

Par rapport à la planification, il faut dire qu'au Burkina, l'accent est mis sur la réduction des inégalités au niveau du primaire mais qu'en revanche, les niveaux secondaire et supérieur sont encore très peu traités selon le genre. Il faut reconnaître que cette parité est plutôt vue sous l'angle de l'accès que celui de la qualité. Il est grand temps que l'on mette l'accent sur cette question de la qualité de l'éducation de la jeune fille burkinabè car cette préoccupation est au cœur des OMD. Par ailleurs au Burkina, les femmes sont moins nombreuses que les hommes dans le domaine de l'enseignement en particulier au niveau du secondaire et du supérieur. Il faudra une bonne politique de planification nationale allant dans ce sens car partout dans le monde :

« Il est connu que la présence des femmes dans le corps enseignant permet d'impulser plus d'égalité et de réduire les attitudes stéréotypées dans les domaines de l'éducation. Elle favorise la réduction des attitudes stéréotypées dans les différents ordres d'enseignement. La présence des femmes au niveau du corps enseignant, dans le primaire, le secondaire et à l'université favorise l'accroissement du taux de scolarisation des filles au fondamental, du taux de rétention et d'achèvement des filles y compris le niveau supérieur » (UA/CIEFFA, 2011: 84).

Par rapport à l'environnement scolaire, il y a la question de l'adaptation des infrastructures scolaires et la question de la pratique des enseignants. D'abord en ce qui concerne les infrastructures, il faut reconnaître que très souvent la distance à parcourir pour aller à l'école emmène les parents à être réticents. Ils sont réticents car pour les parents, la question de la sécurité de la fille et celle-ci sera obligée de se restaurer à l'école à midi. En effet, cela constitue des dépenses pour bon nombre de familles qui ont des ressources financières limitées. Dans plusieurs écoles, les latrines ne sont pas séparées en fonction du sexe et cela rend les filles vulnérables. Il est grand temps de revoir la question de l'adaptation des infrastructures scolaires au Burkina pour que l'équité en matière d'éducation soit une réalité. Par ailleurs, les pratiques enseignantes tant au niveau de la préparation de la situation d'enseignement-apprentissage en classe et tant au niveau des relations avec les élèves sont à revoir. Il faudra alors former les enseignants sur les pratiques professionnelles qui favorisent le plein épanouissement des filles et des garçons en introduisant des modules sur le genre dans la formation initiale et continue des enseignants. Des modules sur l'éthique des enseignants aussi à former des enseignants compétents et modèles.

Par rapport aux facteurs économiques et socioculturels, il faut que le Burkina Faso mette l'accent sur l'éducation des parents d'élèves. Grâce à l'éducation, les parents

d'élèves pourront accroître leurs revenus et laisser tomber certains stéréotypes en défaveur des filles. Cette éducation peut se faire concrètement par l'alphabétisation des adultes. Si avec la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB), il y eut des progrès au niveau de la scolarisation au Burkina, il faut reconnaître que l'alphabétisation est restée à la traîne. C'est dans ce sens que le Programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base (PDSEB) affirme que « nonobstant les efforts fournis, l'éducation non formelle demeure le parent pauvre du système éducation burkinabè, essuyant le plus lourd tribut en cas de baisse des financements extérieurs, alors qu'il est loisible de constater que la majorité des burkinabè sont analphabètes » (MENA, 2012:30).

IV.3. L'alphabétisation, facteur clé du développement au Burkina Faso

Il est difficile de développer un pays avec une population en majorité analphabète. Nul ne peut de nos jours nier la relation entre niveau de développement et le taux d'alphabétisation. Le Burkina Faso à travers sa politique de décentralisation peut grâce à l'alphabétisation former les agents au niveau des collectivités territoriales pour les rendre plus autonomes. L'alphabétisation permet de rendre les parents responsables et plus productifs. Il faudra alors que le Burkina mette un dispositif d'alphabétisation efficace en place centré sur les besoins de la population.

IV.4. De la nécessité de former des citoyens compétents dès la base : éducation familiale et formelle

L'éducation entendu au sens de l'ensemble des règles permettant l'épanouissement ou le bien être de l'individu tant sur le plan physique, qu'intellectuel, commence au niveau de la famille qui est la cellule sociale de base. Ainsi, les parents qui exercent l'autorité parentale ont l'obligation d'éduquer et de former leurs enfants afin qu'ils soient capables de gérer plus tard leur propre vie, de s'insérer harmonieusement dans la société et d'apporter leur contribution à la construction de la cité. Si l'éducation reçue par les enfants est de bonne qualité ou efficace, elle ne peut que conduire à mettre à la disposition de la société de bons dirigeants et de bons citoyens. Il y a en quelques sortes une transmission des valeurs inculquées à l'enfant au sein de la famille sur la société. Comme conséquence de cette transposition, il y a le renforcement de la paix, de la solidarité, de la tolérance, de l'échange et du partage (qui sont des notions forgées par une bonne éducation familiale) dans la société burkinabè qui a besoin de ses valeurs pour se développer harmonieusement. Par exemple, si dans toutes les familles on apprenait aux enfants à toujours être loyaux et intègres on n'aurait que des citoyens intègres et patriotes. Notons cependant que les bienfaits à la société de cette éducation familiale dépendent également de l'éducation reçue à l'école. Les deux institutions éducatives (familles et écoles) doivent être complémentaires pour la formation du futur citoyen utile.

L'école, selon le Programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base (PDSEB), doit pouvoir former des hommes et des femmes qui pourront comprendre le monde et interagir avec leur environnement. Pour Ki-Zerbo, l'école pour être un

facteur de développement doit être « l'affaire de tout le village et le village l'affaire de l'école ». Être l'affaire du village c'est former des citoyens utiles au village, des citoyens qui développent l'économie du village. L'économie d'un pays ne peut se développer que par le travail, les sacrifices et les efforts consentis par ses fils et filles. Mais cela ne peut se faire sans une éducation formelle efficace dès la base. En effet, nous sommes dans un monde où le vol, la corruption, les fraudes et le fossé entre le riche et le pauvre ne fait que s'agrandir. Si à travers l'école on enseigne aux citoyens que seul le travail paie, qu'on doit avoir son pain à la sueur de son front, qu'on doit mettre en avant l'intérêt général et non les intérêts personnels, et qu'on doit gagner honnêtement son pain, le Burkina Faso se développera. Par contre, un enseignant corrompu formera des élèves corrompus et ces élèves seront des pères et des femmes corrompus qui seront non pas des travailleurs mais des consommateurs. Un pays se développe non pas avec des citoyens consommateurs mais avec des citoyens qui valorisent le travail. Il faudra alors au Burkina repenser une nouvelle école qui valorise le travail. Une école qui valorise le travail est celle qui apprend aux sortants du système éducatif à avoir des initiatives, à créer et à pratiquer des activités rémunératrices pour subvenir à leurs besoins. A l'école, on apprend à compter, à lire et à calculer et à raisonner. Donc si ces connaissances acquises sont bien réinvesties dans la vie quotidienne, cela impactera positivement l'économie du Burkina Faso. Nous pouvons dire enfin que l'éducation qui permet d'avoir une certaine ouverture d'esprit, plusieurs notions et une panoplie de connaissances sont des facteurs d'un développement humain durable si et seulement si, elle est suivie d'une pratique dans la vie de tous les jours. Par conséquent, il y a lieu de réfléchir sur un certain nombre de points pour améliorer le système d'enseignement et de formation au Burkina Faso :

Revoir les méthodes et techniques d'enseignement à tous les niveaux : l'enseignement de base, secondaire et supérieur.

Réadapter les programmes d'enseignement à tous les niveaux pour que les élèves sortent avec des compétences utiles est une nécessité pour le système éducatif burkinabè. Au Burkina Faso, il y a beaucoup d'écoles techniques qui pourraient contribuer au développement économique du pays. Malheureusement les programmes ne sont pas adaptés au marché du travail. Nous sommes dans une société en mutation et il est important d'adapter l'école à cette mutation sociale. Dans les universités du Burkina, il va falloir réfléchir pour l'introduction de nouvelles facultés utiles au développement du Burkina en pleine mutation. Le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) et le Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur (MESS) doivent mettre beaucoup l'accent sur l'éducation civique et morale dans l'enseignement, les activités de production, l'éducation environnementale en consacrant plus d'heure à ces matières et en les érigeant comme matière de base dont la validation est obligatoire avant tout passage en classe supérieure. L'atteinte des résultats de cette éducation utile ne peut que conduire le pays vers un développement social et par là la lutte contre la pauvreté qui entrainera un développement économique. L'inadaptation des systèmes et programmes éducatifs aux milieux provoque la formation d'agents économiques en déphasage total avec

l'architecture économique devant les employés. La conséquence d'une telle inadéquation, c'est que plus le système produit des « chômeurs » potentiels et plus l'efficacité externe du système éducatif laisse à désirer. Il importe aussi de revoir la question de l'évaluation dans le système éducatif. Il faut quitter le modèle traditionnel de l'évaluation qui valorise le savoir et aller vers les méthodes actives qui valorisent la compétence. L'école doit apprendre aux élèves à travailler et ensuite les évaluer en situation réelle de travail.

IV.5. La sensibilisation pour un développement humain durable : une urgence au Burkina Faso

La société burkinabè est composée de plusieurs individus venant d'horizons diverses ayant des cultures, des langues ainsi que des conceptions différentes. Ces individus ont également reçu des éducations de tous genres en fonction de leur milieu, de leurs classes sociales et de leur origine. De ce fait, pour que ces individus puissent vivre ensemble, il faudrait une réglementation, et surtout une éducation sociale sans laquelle la loi et les mesures de coercition ne pourront pas lutter contre les différents maux qui minent la société tels que le grand banditisme, la corruption, la prostitution, l'incivisme...

A travers l'éducation sociale et les sensibilisations, il faut apprendre aux enfants que seules les valeurs comme la probité, la loyauté, le civisme, la justice et le respect d'autrui sont gages de paix et de réussite sociale ; et aux adultes à toujours donner le bon exemple dans leur comportement quotidien étant donné qu'ils servent de référence aux plus jeunes. L'éducation environnementale doit être un élément clé de la sensibilisation au Burkina qui connaît depuis un certain temps le phénomène de changement climatique et la perte de la biodiversité.

Conclusion

Il ressort que l'Education est un facteur important dans le développement d'un pays. S'inscrire en permanence, dans la perspective d'un développement durable est l'objectif de développement de tout pays. Conscient du fait que le développement durable est synonyme de développement économique et humain dans une logique de protection de l'environnement, le Burkina Faso s'est inscrit sans réserve dans l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement. C'est dans cette optique qu'une priorité fut accordée à l'amélioration du système éducatif par la mise en place d'importants programmes en vue de faire de l'éducation un véritable outil de développement. Il faut donc d'une part mettre un dispositif efficace de formation à tous les niveaux du système éducatif et d'autre part, créer des passerelles entre l'école et l'emploi en vue de résorber le taux de chômage encore criard sous nos cieux.

Références bibliographiques

- KI-ZERBO J., 1992.** *La natte des autres pour un développement endogène en Afrique*, Dakar, Ed. cosderia, 494 p
- KI-ZERBO J., 2010.** Education et développement en Afrique, cinquante ans de réflexion et d'action, SCADD, 2011-2015, 149 p.
- KABOUA., 1991.** *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, L'Harmattan, 07 p
- KABOUA., 2010.** *Comment l'Afrique en est arrivée là ?*, Paris, L'Harmattan, 426 p.
- KABALA M. D., 1994.** *Protection des écosystèmes et développement des sociétés : état d'urgence en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 271 p.
- LAMMERINK M. P., WOLFERS I., 1998.** *Approches participatives pour un développement durable. Exemples d'Afrique, D'Amérique latine et d'Asie*, Paris, Karthala-IPD, Nombre pages
- TERSIGUEL P., BECKER C., 1997.** *Développement durable au Sahel*, Paris, Karthala, 280 p.
- VERHAAGEN A., 1999.** *Alphabétisation durable, défi au non-développement : Le cas de l'Afrique Subsaharienne*, UNESCO/IUE, Nombre pages
- BELEMG., 2006.** Le développement durable en Afrique : un processus sous contraintes Expérience de l'industrie minière malienne, vertigo, revue électronique, Nombre pages
- CONFEMEN, 2007.** Symposium sur les perceptions mutuelles afro-arabes dans les programmes scolaires, Thème : intérêt et importance des langues nationales dans l'enseignement, Abuja du 24 au 26 Avril, 2007.
- ROCHER G., 1972.** Introduction à la sociologie générale le changement social, 228p
<http://www.hypergeo.eu/spip.php?article511>
<http://goo.gl/WsQ3OW>